



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des Territoires**

### **Arrêté N° 2024 – 245**

portant habilitation du bureau d'étude COMMERCE-CONSEIL en vue de réaliser les analyses d'impact des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département du Cher, en application du III de l'article L. 752-6 du Code de commerce

Le préfet du Cher  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de commerce et notamment les articles L. 752-6 et R. 752-6-1 à R. 752-6-3 ;

**Vu** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

**Vu** le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Maurice BARATE en qualité de préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L. 752-6 du Code de commerce ;

**Vu** l'arrêté n°2024-0511 du 10 avril 2024 accordant délégation de signature à Monsieur Éric DALUZ, directeur départemental et à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

**Vu** la demande d'habilitation adressée par courriel le 12 juin 2024 par le bureau d'étude COMMERCE CONSEIL sise 4 La Chiennais à LANGROLAY-SUR-RANCE (22490), représenté par Mme Marie-Christine GAHINET, en sa qualité de gérante, en vue de réaliser les analyses d'impact des dossiers de demande d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département du Cher ;

**Sur proposition** du directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires du Cher ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le bureau d'étude COMMERCE CONSEIL sise 4 La Chiennais à LANGROLAY-SUR-RANCE (22490), représenté par Mme Marie-Christine GAHINET en sa qualité de gérante, est habilitée pour réaliser les analyses d'impact des demandes mentionnées au III de l'article L. 752-6 du code de commerce, dans le département du Cher.

**Article 2** : La présente habilitation, délivrée sous le n°**HAI/18/2024/35**, est valable à compter de la notification du présent arrêté, sur l'ensemble du territoire du département du Cher, pour une durée de cinq ans sans renouvellement tacite possible.

Le numéro d'habilitation devra figurer sur toute analyse d'impact réalisée pour une autorisation d'exploitation commerciale dans le département du Cher, au même titre que la date et la signature de l'auteur de l'analyse.

**Article 3** : La personne affectée à l'activité faisant l'objet de la présente demande d'habilitation est la suivante :

- Madame Marie-Christine GAHINET

**Article 4** : L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme habilité ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice mentionnées à l'article R. 752-6-1 du Code de commerce.

**Article 5** : Les voies et délais de recours figurent au bas du présent arrêté.

**Article 6** : Le directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires du Cher est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Bourges, le 26 juin 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental adjoint,

Signé : Yannick PASTOUREAU

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

GRACIEUX :	Vous adressez votre demande à la Direction Départementale des Territoires avec vos arguments. Si la Direction Départementale des Territoires ne vous répond pas dans un délai de 2 mois après l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite). *
HIÉRARCHIQUE :	Vous adressez votre demande au ministère de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de 2 mois après l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite). **
CONTENTIEUX :	Vous adressez votre demande, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au tribunal administratif d'ORLEANS (28, rue de la Bretonnerie). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <a href="http://www.telerecours.fr">http://www.telerecours.fr</a> . ***
SUCCESSIF :	Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration. ****